



HAL
open science

Les fallaces de l'anti-décolonialisme

Gilles Bastin

► **To cite this version:**

| Gilles Bastin. Les fallaces de l'anti-décolonialisme. 2021. halshs-03989913

HAL Id: halshs-03989913

<https://shs.hal.science/halshs-03989913>

Submitted on 15 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Les fallaces de l'anti-décolonialisme

Apr 7, 2021

fallace

(fal-la-s') s. f.

Action de tromper en quelque mauvaise intention.

Émile Littré, *Dictionnaire de la langue française, 1873-1874, tome 2, p. 1609.*

Vendredi 26 mars 2021 le journal Le Figaro a mis en ligne sur son site internet une tribune signée par Xavier-Laurent Salvador, Jean Szymonowicz et Andreas Bikfalvi intitulée « [Décolonialisme et idéologies identitaires représentent un quart de la recherche en sciences humaines aujourd'hui](#) ». Ce texte qui avance à grandes enjambées vers un résultat fracassant tout entier contenu dans le titre est fondé sur une méthodologie défaillante et une argumentation confuse. Il a principalement provoqué des éclats de rire, mais aussi quelques mines attérées, parmi les sociologues, les géographes, les historiens, les politistes, les linguistes ou les anthropologues de ma connaissance qui ont eu la curiosité de le lire. Cependant sa publication était attendue et constitue, en quelque sorte, l'acmé de la maladie qui frappe le débat public sur l'Université en France depuis de longs mois. Le contexte impose donc de s'y attarder un peu plus.

Je voudrais le faire ici en montrant la série impressionnante de fallaces logiques qu'il contient. Des fallaces que l'on retrouve d'ailleurs, avec quelques variations, dans d'autres productions de l'[Observatoire du décolonialisme](#) que les trois auteurs ont contribué à fonder. En employant ce terme un peu désuet je désigne un ensemble d'arguments ayant les apparences de la logique mais dont l'intention est de tromper ceux à qui ils sont adressés. Le terme est toujours fréquemment employé en anglais sous la forme *fallacy* pour désigner des ruses argumentatives que le raisonnement scientifique devrait s'interdire, [particulièrement dans les sciences humaines et sociales](#). Il est évidemment ironique de constater que des intellectuels qui prétendent depuis des mois que l'Université française est corrompue par l'idéologie et le manque d'objectivité le font au moyen de procédés d'argumentation grossièrement fallacieux. C'est pourtant le cas et ce constat, à lui seul, justifie d'exposer les méthodes de ce groupe. Au-delà, ces procédés en disent aussi beaucoup sur l'offensive idéologique menée par ceux qui, à l'image des trois signataires, prennent aujourd'hui en otage l'Université, et particulièrement les sciences humaines et sociales, pour accréditer l'idée selon laquelle toute critique des inégalités et des discriminations, comme toute entreprise d'élaboration conceptuelle ou méthodologique pour les mettre en évidence — particulièrement celles qui touchent aux questions du genre et de la race — devrait être réduite au silence car suspecte de compromission idéologique « décoloniale » ou « islamo-gauchiste ».

Les auteurs de cette tribune, deux linguistes et un médecin, sont familiers des prises de position dans les médias. On ne peut donc les suspecter d'avoir fait preuve d'amateurisme en publiant cette tribune. Tous les trois sont par exemple signataires de l'[appel des cent](#) qui dès novembre 2020 exigeait de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche qu'elle rejoigne son collègue de l'Éducation nationale dans la lutte contre « les idéologies indigéniste, racialisée et 'décoloniale' » à l'Université. Si l'on doit au Ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin d'avoir le premier agité le spectre de l'islamo-gauchisme dans la société française à l'automne 2020, c'est en effet Jean-Michel Blanquer qui marqua les esprits au lendemain de l'assassinat de Samuel Paty en évoquant les « complices intellectuels » de ce crime et en déclarant que, je cite, « [le poisson pourrit par la tête](#) ». Il n'est évidemment pas possible de déterminer si l'activisme des cent, qui a conduit à la création de l'Observatoire du décolonialisme en janvier 2021 et à de très nombreuses interventions médiatiques de ses animateurs depuis, est à l'origine du changement de cap de Frédérique Vidal ou s'il n'a fait que l'accompagner, ce qui est plus probable. Il est certain, en revanche, que la Ministre de l'Enseignement supérieur, en évoquant à son tour [la « gangrène » islamo-gauchiste à l'Université le 14 février 2021](#) et en annonçant une enquête sur le sujet, a satisfait les demandes de ces cent collègues. Ceux-ci sont d'ailleurs, de ce fait, les seuls à pouvoir se féliciter de l'action d'une ministre qui a réussi à fédérer contre elle en quelques mois — la polémique sur l'islamo-gauchisme étant la goutte d'eau qui fait déborder le vase — tout ce que le monde de la recherche compte de [corps intermédiaires](#) ou d'[organismes de recherche](#) ainsi que [23 000 signataires d'une pétition demandant sa démission](#).

Que signifient exactement « décolonial » et « idéologies identitaires » pour ces auteurs ? Il n'est pas aisé de répondre à cette question, car les définitions proposées sur le site de l'association sont assez sibyllines. On devine cependant que ces labels s'appliquent à tout un ensemble d'idées qui ont pour caractéristique commune de questionner la domination masculine et le racisme mais aussi la permanence du capitalisme et contribuent de ce fait, pour les membres de l'Observatoire, à une « [guerre sainte menée contre l'occident](#) ». Dans cette [auberge espagnole conceptuelle](#) il n'est cependant pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que les convives ont quelques obsessions. L'écriture inclusive, l'identité, l'intersectionnalité, le « wokisme », la racialisation, les études sur le genre ou l'analyse du fait « postcolonial » en font partie.

À défaut d'une définition claire, concentrons-nous sur la stratégie d'argumentation des membres de l'Observatoire. Jusque-là ceux-ci ont adopté une stratégie que l'on peut qualifier, sans jugement de valeur, d'anecdotique. Elle vise en effet à isoler dans le flot de l'actualité universitaire un événement, un livre ou une prise de position et à réagir à son propos de manière souvent brève ou ironique, voire sur [le ton du pastiche que prient ces observateurs](#). On trouve par exemple en ligne sur leur site un recueil de textes « décoloniaux », un générateur de titres de thèses « décoloniales », un lexique humoristique du « décolonialisme »... Quant aux interventions dans les médias elles se font l'écho des initiatives du gouvernement en soulignant leurs limites (par exemple en réfutant l'idée que le CNRS puisse mener l'enquête demandée par la ministre), ciblent des institutions soupçonnées de trop grande compromission avec le « décolonialisme » comme la CNCDDH qui publie l'enquête la plus approfondie et la plus reconnue sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en France. Elles relaient aussi les positions d'intellectuels critiques des discriminations positives ou du « multiculturalisme ».

Ces interventions privilégient un mode d'action singulier dans l'espace académique qui constitue la première fallace que nous pouvons attribuer à ce groupe, à savoir l'attaque *ad hominem* contre des chercheuses et des chercheurs (mais aussi contre des militantes et militants des mouvements anti-raciste et féministe). Nahema Hanafi, Nonna Mayer et plus récemment Albin Wagener en ont par exemple fait les frais. En soi, critiquer les arguments avancés par des personnes n'est évidemment pas un problème (c'est d'ailleurs ce que je fais ici). Mais critiquer, plus ou moins violemment, des personnes dont on ignore ou déforme les arguments en est bien un. On ne compte plus dans les textes ou interviews des membres de cet Observatoire les références à des ouvrages cités par leur quatrième de couverture, les allusions moqueuses à des recherches dont les auteurs·es ne sont même pas cités·es et peut-être pas connus·es, les références à des saillies d'humoristes pour analyser des travaux de recherche ou les petites piques visant à disqualifier telle ou tel collègue. Cette fallace a d'autres variantes comme celle de *l'homme de paille* (on devrait d'ailleurs dire ici de la *femme de paille* tant il existe un biais genré dans le choix des cibles de cet Observatoire) qui consiste à fabriquer des individus imaginaires qui incarnent de manière stylisée la dangereuse chimère « décoloniale ». Le [travail ethnographique de Nahema Hanafi](#) est par exemple violemment attaqué au motif qu'il ferait « l'éloge d'un système criminel », rien de moins.

Une autre variante de cette fallace consiste à suggérer des associations d'idées saugrenues par le détour du pastiche ou de l'ironie qui permettent aussi de critiquer sans lire mais qui remplissent un autre rôle, plus original : celui de détourner l'attention du public quand on est soi-même critiqué. Albin Wagener, qui a mené un travail d'objectivation précis de certains mots-clés considérés comme « décoloniaux » dans la production des sciences humaines et sociales (voir plus bas), est par exemple moqué dans une vidéo imitant la propagande nord-coréenne. Plus grave encore, les sciences sociales « décoloniales » et « intersectionnelles » selon l'Observatoire sont [incarnés dans une autre vidéo sous les traits du personnage de Hitler](#) joué par Bruno Ganz dans [une scène très souvent détournée du film « La Chute » d'Oliver Hirschbiegel](#). La stratégie d'argumentation emprunte ici à la fallace du « *hareng rouge* » consistant pour ces auteurs à utiliser des arguments grotesques ou scandaleux pour détourner l'attention de critiques plus fondamentales qui leur sont faites. En l'occurrence, suggérer que les sciences sociales « décoloniales » ou l'analyse du phénomène raciste sont nazies est à la fois pathétique et insultant. Mais ce parallèle permet aussi de faire diversion — par l'absurde. Ce qu'il s'agit en effet de cacher c'est justement que la version du républicanisme « anti-décolonial » proposée par l'Observatoire reproduit dans ses modes d'intervention des pratiques de ce qu'il est désormais

convenu d'appeler la droite « alternative » ou *alt-right*. Le parallogisme « c'est celui qui dit qui l'est » – aujourd'hui courant dans les milieux d'extrême-droite – fait donc son entrée, avec l'Observatoire du décolonialisme, dans le milieu académique.

Une seconde fallace de l'argumentation est à l'œuvre dans les prises de position des anti-décolonialistes : l'argumentation *ad nauseam* ou répétition sans fin des mêmes arguments. Au lieu de faire ce qui est attendu dans le monde académique, à savoir une enquête sérieuse et patiente sur chaque cas de « décolonialisme » que l'on voudrait critiquer, les membres de l'Observatoire emploient depuis des mois une stratégie consistant plutôt à distiller quelques éléments de langage sur de multiples supports en profitant des effets de caisse de résonance des réseaux sociaux. Le mécanisme est simple : tel article sur le site de l'Observatoire s'appuie sur une tribune du Point qui suscite elle-même un autre article dans le Figaro qui provoque un tweet d'une figure politique ou journalistique très suivie, lequel suscite des dizaines ou des centaines de réponses, mentions et autres retweets. De cette manière l'Observatoire et ses membres s'installent dans l'espace public sur la simple base de leur activisme de la visibilité. Ironie : un journal un peu plus sérieux cherchera alors à analyser ce phénomène et pour cela donnera la parole de manière disproportionnée aux membres de l'Observatoire ou ravivera le cliché éculé des « guerres de tranchées » universitaires qui laisse penser que tout cela, au lieu d'être une offensive inédite contre la liberté de l'enseignement et de la recherche est un effet pervers de la vie universitaire elle-même. À n'en pas douter, un autre journal trouvera bientôt ces personnalités singulières ou attachantes et se proposera d'en faire le portrait...

Pourquoi, dès lors, des réactions plus nombreuses peinent-elles à émerger pour contrer cette logorrhée anti-décoloniale ? L'explication tient dans la *loi dite de Brandolini*, ou « *bullshit asymmetry principle* » : énoncer une ineptie ne prend que quelques minutes alors que la réfuter sérieusement prend du temps. Celles et ceux qui sont la cible des attaques de l'Observatoire ou qui envisagent de critiquer ses thèses déclarent donc souvent forfait par manque de temps mais aussi par manque d'intérêt pour la polémique en elle-même dont le niveau est accablant. Plus grave, critiquer les thèses de l'observatoire ou émettre des idées considérées comme lui par « décoloniales » expose de plus en plus souvent à des tirs de barrage considérables sur les réseaux sociaux et à des insultes et des menaces. La fallace de l'argumentation *ad nauseam* porte, en effet, bien son nom : dès lors que l'un des membres de l'observatoire, ou un influenceur qui se fait le relais de ses thèses, désigne aux réseaux de ses soutiens une cible à viser, celle-ci reçoit des centaines de messages infamant qui sont en soi un motif légitime d'inquiétude et supposent un surcroît de travail pour les signaler aux autorités, quand bien même il est très probable que rien ne sera fait pour les arrêter.

La troisième fallace que l'on peut observer dans les prises de position de l'Observatoire du décolonialisme consiste évidemment à ne sélectionner dans l'ensemble de la production des sciences sociales que les quelques exemples de travaux susceptibles d'alimenter la thèse défendue, à savoir celle d'une augmentation de la production académique sur le genre, le racisme ou le « décolonialisme ». Cette fallace, que l'on qualifie souvent de « cueillette de cerises » (*cherry picking*) est inhérente à l'argumentation anecdotique. On ne s'attend évidemment pas à ce que les cas sélectionnés par l'Observatoire soient choisis autrement que parce qu'ils valident la thèse que celui-ci défend. Ceci étant dit on peut quand même faire remarquer que s'il existait un Observatoire de l'inégalitarisme celui-ci montrerait sans peine que la thématique du creusement des inégalités progresse fortement dans les SHS en ce moment. Un observatoire du pandémie montrerait que de plus en plus d'articles s'intéressent récemment aux effets des structures sociales sur les pandémies et un observatoire du réseautisme que la métaphore du « réseau » a plus le vent en poupe que celle de la « classe ». En bref : le fait que des chercheurs inventent des concepts et les confrontent à la réalité sociale est inhérent à l'activité scientifique. Le fait qu'ils le fassent de manière obsessionnelle et à partir de ce qui constitue leur rapport aux valeurs, comme dirait Max Weber, aussi. La seule question qui vaille au sujet de ces recherches est : sont-elles convaincantes ? Et si l'on ne le croit pas, libre à chacun de les réfuter.

Venons donc maintenant à l'originalité de la tribune du Figaro. Elle propose en effet un nouveau style argumentatif fondé sur une étude empirique aspirant à une telle quantification. Il s'agit en effet ni plus ni moins que d'évaluer la part des sciences humaines et sociales gangrénées par le « décolonialisme ». On imagine que les auteurs se sont appliqués puisque cette mesure est d'une certaine façon ce qui manquait jusque-là à leur bagage et qu'elle répond à la demande de la ministre Frédérique Vidal tout en ambitionnant de contrer les arguments quantitatifs avancés par deux collègues qui ont au contraire montré la faiblesse de l'idée de conversion des sciences sociales au décolonialisme à partir d'analyses de corpus.

Rappelons ces deux études dont nous disposons. D'un côté [Albin Wagener a mesuré le poids quelques mots-clé dans un éventail assez large de sources](#) (theses.fr, HAL, Cairn et Open Edition). Sa conclusion : les travaux employant des termes comme « décolonial », « intersectionnel », « racisé » ou « islamo-gauchisme » augmentent depuis les années 2010 mais restent marginaux (0,2% des thèses soutenues ou à venir en 2020, 3,5% du total des publications dans Open Editions et 0,06% dans HAL). D'un autre côté [David Chavalarias a analysé le contenu de 11 millions de comptes Twitter](#) pour mettre en évidence la marginalité du terme « islamo-gauchisme » et de ses variantes qui ne sont présents que dans 0,019% des tweets originaux analysés mais dont on peut caractériser l'origine dans des comptes de l'extrême-droite dont beaucoup ont été suspendus par Twitter parce qu'ils pratiquaient l'*astroturfing*, un ensemble de pratique visant à diffuser massivement des contenus en automatisant l'envoi de tweets ou les retweets de ces tweets. David Chavalarias a souligné la singularité de la stratégie du gouvernement français qui a contribué massivement en 2020 à faire sortir ce terme des cercles d'extrême-droite pour l'amener sur le devant de la scène, une stratégie proche de celle de l'*alt-right* américaine.

La fallace la plus évidente que contient le texte du Figaro relève du domaine des conclusions hâtives (*hasty conclusion*). Les auteurs en arrivent en effet à une conclusion impressionnante (« La recherche en décolonialisme pèse donc 20% de l'activité de blogging et d'organisation d'événements scientifiques et la moitié (50%) de la part des publications. ») mais au prix de raccourcis logiques si évidents et grossiers qu'ils ont conduit la plupart des lecteurs de ce texte à déclarer forfait après quelques lignes et qu'ils auraient dû mettre la puce à l'oreille de tous ceux qui eurent à le lire jusqu'au bout, par exemple au Figaro (à moins que personne ne l'ait lu jusqu'au bout dans ce journal ?). Citons les quatre plus importants : le manque de spécificité de la méthode, son manque d'homogénéité, l'introduction de biais massifs d'échantillonnage et un problème confondant de mesure.

La méthode retenue consiste d'abord à identifier quelques mots-clé considérés comme des signaux permettant de constituer un corpus de documents représentatifs des idées « décoloniales ». On ne s'attardera pas sur un des problèmes possibles de ce type de méthode qui est qu'elle conduit à mêler dans le corpus des documents mentionnant ces mots-clés pour des raisons très différentes (pour adhérer à un choix de concept, pour le critiquer, pour le moquer...). Les auteurs évoquent ce défaut au début de l'article et ce n'est pas le plus grave. Beaucoup plus stupéfiante en effet est l'absence de prise en compte de la polysémie des termes choisis. Faisons-en la liste : « genre », « race » et « intersectionnalité » sont d'abord mentionnés mais la recherche a été vite élargie à « racisme » et « discrimination » puis à « décolonial », « post-colonial » et « islamophobie ». Les auteurs prennent la peine de signaler qu'ils ont inclus un « homographe » de « post-colonial » (à savoir « postcolonial ») mais il ne leur vient semble-t-il pas à l'esprit que certains de ces termes sont surtout polysémiques et peuvent être employés dans des contextes totalement étrangers aux questions idéologiques qui obsèdent l'Observatoire du décolonialisme. C'est notamment le cas de « genre » et de « discrimination » dont l'emploi conduit à compter dans le corpus des articles sur le genre romanesque ou la discrimination entre erreur et vérité. Un collègue me a même fait remarquer que les trois auteurs se sont, de fait, inclus dans leur propre corpus dangereusement décolonial, sans doute par mégarde. L'un a en effet utilisé le mot « genre », pour décrire « un navigateur d'un genre un peu particulier », l'autre le même terme pour parler de *musique* et le troisième — qui n'a pas de publications dans OpenEdition — mentionne quant à lui dans PubMed des méthodes permettant de « discriminer des échantillons ». Nos auteurs ont cru avoir trouvé avec leurs calculs l'arme fatale de l'anti-décolonialisme. Il semble que c'est une pétoire qui tire sur leurs propres pieds...

Un autre problème mérite aussi d'être soulevé concernant les mots-clé choisis. Ceux-ci mélangent des concepts des sciences sociales et des termes décrivant des faits qui sont reconnus comme tels très largement. Ainsi, même si l'on laisse de côté la question de l'islamophobie, le « racisme » et les « discriminations » sont des faits reconnus par le droit et mesurés régulièrement dans quantité de documents. On pourrait comprendre que la méthode des auteurs consiste à cibler des concepts dont ils pensent qu'ils sont problématiques et dont il s'agirait dès lors de suivre l'expansion. Mais en incluant « racisme » et « discriminations » dans la sélection du corpus les auteurs trahissent une partie de l'obsession qui est la leur. Ils ne contestent en effet pas seulement le droit des sciences sociales à élaborer comme bon leur semble leur vocabulaire mais aussi leur droit à s'intéresser à certains faits comme le racisme ou les discriminations. Faudrait-il donc confier l'objectivation de ces faits à d'autres disciplines ? Ou bien tout simplement décider que ces faits n'existent pas **comme le font certains régulièrement** ?

La méthode pose aussi un problème d'échantillonnage qui ne semble pas avoir vraiment effleuré les auteurs. Ceux-ci construisent un corpus fondé principalement sur la plateforme OpenEdition considérée comme « un

lieu-outil où la recherche se présente aux instances gouvernementales comme un mètre-étalon des livrables de la recherche » Il faut sans doute être assez éloigné de la recherche pour considérer ce choix comme pertinent, surtout lorsque l'on restreint encore le corpus en ne gardant que les blogs et événements scientifiques... Les instances d'évaluation de la recherche sont en effet — c'est d'ailleurs heureux — bien plus intéressées par les publications dans des revues de premier rang, qu'elles soient en accès libre ou pas, que par des billets de blog. Et il est de notoriété commune que OpenEdition ne couvre pas tout le champ de la production scientifique et n'a pas été créé pour cela.

Enfin, *last but not least*, les auteurs de ce texte utilisent pour mesurer le phénomène qui les intéresse une fallace très connue — mais dont beaucoup pensaient qu'elle avait été éradiquée de la recherche en sciences sociales — la fallace du juste milieu (ou *golden mean fallacy*). Celle-ci consiste à considérer que si l'on dispose de deux évaluations discordantes d'un même phénomène on peut utiliser la moyenne des deux comme solution. Essayons de suivre le raisonnement des auteurs de la tribune : « *Entre les 0,01% de mots de la recherche décoloniale identifiés par certains lexicomètres et nos 50%, la marche est grande. On entend déjà les uns hurler au blasphème, les autres à la caricature et les troisièmes déclarer qu'entre deux extrêmes, la vérité est forcément entre les deux. Ce dogme de la parité d'où émerge la voie médiane est une illusion rhétorique - mais quand bien même : disons que de 1 à 50, la vérité soit 25 : cela signifie donc qu'un quart de la recherche en Sciences Humaines est occupée aujourd'hui par ces questions transverses - ce qui est non négligeable.* » On admirera la logique qui consiste à déclarer le choix moyen — et pas médian d'ailleurs comme l'écrivent les auteurs (mais laissons cela de côté) — comme une « illusion rhétorique » (imputée à un étrange « dogme de la parité », encore un hareng rouge sans doute...) tout en faisant ce choix dans la même phrase à coups de tirets et de guillemets... On admirera aussi la logique qui assimile 0,01 à 1... À ce niveau de pifométrie, il est dommage que les auteurs ne soient pas allés jusqu'au bout de leur logique en déclarant que 100% de la recherche en sciences humaines et sociales est gangrénée par le décolonialisme. Ils auraient pu alors, comme le Dr Knock de Jules Romains, ériger en maxime le fait que, dans ces disciplines, « tout homme bien portant est un malade qui s'ignore ».

On pourrait encore signaler au moins deux autres fallaces logiques dans ce texte. La première est l'absence de la moindre préoccupation pour la littérature pertinente sur le problème abordé. La bibliométrie (le fait de compter des publications) est pourtant une méthode reconnue de la sociologie comme de l'histoire des sciences et de nombreuses recherches l'ont appliquée aux sciences sociales. Si les auteurs de ce texte avaient fait preuve d'un peu de modestie et s'étaient intéressés à cette littérature — ce qu'auraient fait des chercheurs — ils auraient évité de se fourvoyer à ce point. Ils auraient aussi découvert qu'un des résultats les plus fondamentaux de ces disciplines est que les « fronts de la recherche » progressent non pas à la mesure des occurrences de mots-clé dans la littérature scientifique mais à celle des citations des articles qui la composent.

On peut dès lors invoquer une dernière fallace qui caractérise ce texte, celle du raisonnement circulaire : les résultats de la recherche étaient évidemment entièrement contenus dans ses prémisses et tout l'appareil méthodologique employé ne visait qu'à prouver des préjugés et à recouvrir ce tour de magie d'un voile de scientificité au moyen de divers artifices comme celui de l'argument d'autorité dont relèvent dans ce texte l'usage de mots compliqués employés à plus ou moins bon escient comme « panel », « token » ou « principe de déclarativité » et celui de raisonnements si manifestement confus qu'ils semblent forgés pour un canular scientifique. Le raisonnement établissant qu'en élargissant la recherche on arrive à baisser le nombre total d'articles décomptés est un modèle du genre : « Sur OpenEdition, réduit à la part des blogs (Hypothèses) et événements annoncés (Calenda) : une recherche « courte » sur « genre, race et intersectionnalité » donne près de 37 578 résultats sur 490 078 (au 20 mars 2021) soit 7% de la recherche globale. Ce qui à première vue semble peu. Une recherche étendue sur « racisme et discrimination » présente d'ailleurs une faible augmentation avec 32 695 occurrences sur 39 064 titres, soit 8% des objets décrits sur la plateforme. » Tempête sous un crâne !

À quoi peut donc bien servir ce texte si malhonnête dans son argumentation ? Il semble évident qu'il ne sert à rien pour l'avancement des connaissances sur l'évolution des sciences humaines et sociales. Reste donc son efficacité politique. En affirmant haut et fort que le quart de la recherche française en sciences humaines et sociales est gangréné par le « décolonialisme » (une affirmation que n'importe quel journaliste un peu au fait du monde de la recherche aurait dû trouver immédiatement ridicule, mais semble-t-il pas celles et ceux qui éditent les tribunes du Figaro) les auteurs de ce texte alimentent évidemment une panique morale dont l'Université est aujourd'hui la cible et qui vise à justifier des politiques de contrôle gouvernemental sur l'activité d'enseignement et de recherche et, pour faire bonne mesure, la baisse des budgets qui leur sont consacrés ([tout ceci étant déjà en bonne voie](#)). Une panique morale qui vise aussi à intimider et menacer celles et ceux qui travaillent sur les inégalités et les discriminations liées au genre et à l'expérience raciale dans notre société. Une panique morale qui vise enfin à polariser l'opinion en lui livrant — pour quel profit politique à venir ? — des boucs émissaires décoloniaux, intersectionnels et islamo-gauchistes à blâmer pour toutes les calamités qui affligent aujourd'hui notre société.



Ce texte est publié ici selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](#).

Gilles Bastin

Institut d'Études Politiques
Univ. Grenoble Alpes
BP 48 — 38040 Grenoble cedex 9
gilles.bastin@iepg.fr



Projets de recherche, notes, lectures, informations à destination des étudiants, publications | Research projects, notes, readings, course details for students, publications and contact informations.